

Cour d'appel du Québec

| | |
|--|---|
| Référence : Soterm Inc. c. Terminaux portuaires du Québec Inc. | [1993] RDJ 549 |
| SOTERM INC. APPELANTE — intervenante c. TERMINAUX PORTUAIRES DU QUÉBEC INC. INTIMÉE — demanderesse et SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE BÉCANCOUR INTIMÉE — défenderesse et MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE INTIMÉ — mis en cause | C.A.Q. n° 200-09-000078-938 10 juin 1993 Présents : Les juges Baudouin , Beauregard et Deschamps Historique : v. J.E. 93-1241 C.S. Trois-Rivières, n° 400-05-000487-927, 7 janvier 1993, j. Jules Allard Date d'audition de l'appel : 6 avril 1993 |

Résumé de la Revue de droit judiciaire

LÉGISLATION

- *Code de procédure civile*, L.R.Q., c. C-25, art. **55**, 208 et ss., **209**, 210.
- *Décret concernant les modalités et conditions relatives aux contrats et aux emprunts de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour*, D. 1286-91, (1991) 123 G.O. 2, 5585, art. 2.

JURISPRUDENCE CITÉE

- *Société canadienne d'indemnisation pour les assurances de personnes c. Services de santé du Québec (SSQ, Mutuelle d'assurance-groupe)*, (1993) R.D.J. 394 (C.A.).
- *165153 Canada Inc. c. Électricité Transbec Ltée*, (1990) R.D.J. 76 (C.A.).
- *Petty c. Miller*, (1989) R.J.Q. 285 (C.A.).
- *Caron c. R.*, (1988) R.J.Q. 2333 (C.A.).
- *G.T.V. Limousine Inc. c. Service de limousine Murray Hill Ltée*, (1988) R.J.Q. 1615 (C.A.).
- *Kowarsky c. Québec (Procureur général)*, (1988) R.D.J. 147 (C.A.).
- *Paval-Sabrice Entreprise conjointe c. Iberville Lumber Inc.*, (1988) R.D.J. 600 (C.A.).
- *Boucher c. Pelletier*, (1984) C.A. 347, (1984) R.D.J. 214 (C.A.).
- *Desmeules c. Prêt Hypothécaire (Le)*, (1983) R.D.J. 101 (C.A.).
- *Massicotte c. Ming*, (1973) C.A. 91.
- *Canadian National Railways c. Crelinsten*, (1937) 63 B.R. 537.
- *Parent c. Garneau*, (1933) 54 B.R. 335.

DOCTRINE CITÉE

- Ferland, D., Emery, B. et Tremblay, J., *Précis de procédure civile du Québec (art. 1-481 C.p.c)*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1992, n° 162, p. 188.
- Ferland, P., « L'intervention (Art. 220 à 225(1) C.P.) », (1951) 11 *R. du B.* 101, 102 et ss.

FAITS

Intervention — Intervention conservatoire — Intérêt — Lien de droit — Détention depuis 1987 par la demanderesse Terminaux portuaires du Québec (T.P.Q.) d'un permis exclusif d'accès aux installations portuaires de l'intimée défenderesse, la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (S.P.I.P.B.) — Avant l'expiration du permis, Soterm Inc. appelante intervenante, entreprise concurrente, manifestant son intention de soumissionner — Renouvellement du permis de la demanderesse par la S.P.I.P.B. sans procéder à un appel d'offres — Résolution accordant le permis subséquemment annulée puisque contraire à la réglementation en vigueur — Demanderesse continuant toutefois à détenir *de facto* l'exclusivité du débordage — Action intentée par la demanderesse pour obtenir l'annulation de la résolution et le maintien du permis — Requête en intervention de l'appelante contestant la légalité du processus administratif de la S.P.I.P.B. rejetée — Pourvoi de l'appelante.

QUESTION(S)

— Intérêt d'une entreprise, voulant attaquer la légalité du processus administratif lors de l'octroi d'un permis à un concurrent, pour intervenir dans le litige opposant celui-ci à l'organisme administratif responsable

MOTIFS

Par le juge Baudouin :

Pour justifier de son droit d'intervenir dans un litige déjà formé, l'intervenant doit démontrer plus qu'un simple intérêt général à la contestation telle qu'engagée. Il lui faut établir l'existence d'un intérêt vraisemblable, fondé sur un lien de droit, soit à l'endroit de l'une ou de l'autre des parties au litige, soit par rapport à l'objet même de celui-ci. Cet intérêt doit porter sur le litige principal par opposition à un intérêt de nature différente, personnel à l'intervenant.

La jurisprudence récente de notre Cour se montre plus favorable à l'intervention conservatoire, cependant, le juge doit tenir compte de l'utilité pratique de l'intervention du tiers pour la solution du litige. L'intérêt est le même que celui qui est requis par l'article 55 C.P.

Soterm Inc. a un intérêt général à contester la légalité du processus administratif qui a octroyé un permis exclusif à T.P.Q. L'intervention ne constitue pas néanmoins le recours adéquat pour faire valoir ses droits. Il n'existe aucun lien de droit direct et actuel d'origine légale ou contractuelle entre Soterm Inc. et T.P.Q. Il s'agit de sociétés concurrentes et rivales, mais il n'y a pas de contentieux entre elles. Il n'existe pas non plus de lien litigieux entre Soterm et S.P.I.P.B. Soterm pourrait tout au plus se plaindre d'un manque de transparence et du non-respect éventuel des règles de droit administratif lors de l'octroi du permis à T.P.Q. Ceci ne représente pas un intérêt suffisant au sens donné à ces termes par la jurisprudence.

DÉCISION

L'appel est rejeté avec dépens.

Jugement

OPINION DU JUGE BAUDOUIN

[1] Terminaux portuaires du Québec Inc. (T.P.Q. Inc.) est une entreprise de débardage. Depuis 1987, elle détient un permis exclusif d'accès aux installations portuaires de l'intimée défenderesse, la Société de parc industriel et portuaire de Bécancour (S.P.I.P.B.), ce qui lui confère donc le monopole du débardage.

[2] Ce permis expirait le 31 mars 1992.

[3] Pour sa part, Soterm Inc. est une entreprise concurrente. Sachant que le permis de T.P.Q. Inc. venait à expiration, elle a, dès l'été 1991, clairement manifesté à S.P.I.P.B. Inc. son intérêt à soumissionner pour obtenir ce permis exclusif.

[4] Le 18 septembre 1991, le gouvernement du Québec adoptait le décret n° 1286-91 (m.a., p. 150) intitulé : *Décret concernant les modalités et conditions relatives aux contrats et aux emprunts de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour*¹. L'article 2 de ce texte réglementaire prévoit que la Société ne peut conclure de contrat sans appel d'offres, sauf dans certaines hypothèses très limitées, prévues à la section

¹ D. 1286-91, (1991) 123 G.O. 2, 5585.

III, (contrats dont le montant est inférieur à une certaine somme, contrats de services juridiques, etc.).

[5] Le 23 septembre, S.P.I.P.B. discute avec les différentes sociétés qui utilisent les installations portuaires, lors d'une réunion, de l'avenir du débardage et des différentes formules possibles.

[6] Le 9 octobre, S.P.I.P.B., par résolution (m.a., p. 64), renouvelle le permis de T.P.Q. pour cinq ans mais, allègue-t-on, de façon irrégulière, sans procéder à des appels d'offres, tels que le requiert le décret du 18 septembre.

[7] Le 5 novembre, Soterm apprend cette décision et met alors S.P.I.P.B. en demeure de respecter la loi en lui rappelant son désir de se porter soumissionnaire.

[8] Le 20 décembre, S.P.I.P.B., par résolution, annule la résolution du 9 octobre, sans pour autant en avertir Soterm.

[9] Le 17 février 1992, Soterm s'enquiert par lettre auprès de S.P.I.P.B. et réitère sa demande d'avoir la permission de soumissionner. S.P.I.P.B. répond le 5 mars, mais, encore une fois, sans aucunement faire mention de l'annulation de sa résolution du 9 octobre.

[10] Le 15 mai 1992, presque fortuitement, dans le cours du témoignage de T.P.Q. devant le Conseil canadien des relations de travail, l'existence de la résolution du 20 décembre est dévoilée. Soterm n'est toutefois pas présente et ce n'est, que suite à l'action intentée par T.P.Q. contre S.P.I.P.B. qu'elle apprend que la résolution retirant le permis à T.P.Q. a été adoptée et que, malgré ce fait, depuis le 20 décembre, T.P.Q. continue *de facto* à avoir l'exclusivité du débardage au port de Bécancour.

[11] Entre-temps, le 8 juin 1992, S.P.I.P.B. a adopté des directives administratives concernant les installations portuaires qui entreront en vigueur le 1^{er} août 1992, directives qui changent les règles du jeu et contredisent l'entente originalement conclue avec T.P.Q.

[12] La poursuite du 22 juillet 1992 de T.P.Q. contre S.P.I.P.B. demande au tribunal de déclarer nulle la résolution du 20 décembre 1991 qui annulait celle du 9 octobre (donc de maintenir celle qui octroyait le permis à T.P.Q.), nulles également les directives du 8 juin 1992 (qui changent les procédures administratives pour l'obtention du permis) et le respect de la première décision d'octobre 1991, lui accordant le permis d'accès exclusif sans appel d'offres.

[13] Le 17 août, elle dépose, en outre, une requête en injonction provisoire et interlocutoire, pour forcer S.P.I.P.B. à respecter les termes du permis d'accès exclusif, et lui enjoindre de cesser toute démarche visant à attribuer l'accès à d'autres qu'à elle.

[14] Il faut souligner que T.P.Q., jusqu'à aujourd'hui, a continué à desservir seule le port, donc comme si son permis avait effectivement été renouvelé et était valide.

[15] Notre Cour n'est pas saisie des multiples problèmes juridiques qui constituent le fond même du dossier, mais uniquement et seulement du pourvoi concernant un jugement interlocutoire de la Cour supérieure, refusant une demande d'intervention de Soterm dans les deux litiges (le recours de base et la demande d'injonction) opposant T.P.Q. et S.P.I.P.B. (art. 208 et ss. C.P.).

[16] Notons d'emblée qu'à l'audition, le procureur de l'appelante a soulevé le fait qu'il y avait, peut-être, collusion et complicité entre T.P.Q. et S.P.I.P.B. ou entre certains de leurs dirigeants, mais que la preuve au dossier, dans l'état actuel des choses, ne révèle aucunement ces faits.

[17] L'intervention de Soterm est à la fois conservatoire et agressive. Les conclusions de la requête en intervention amendée, produite selon les articles 208 et 209 C.P., sont les suivantes :

« Par ces motifs, plaise à la Cour :

Quant à la déclaration :

Accueillir la présente intervention;

Permettre à l'intervenante de contester l'action de la demanderesse;

Déclarer valide et opposable à la demanderesse la résolution P-8 adoptée le 20 décembre 1991 par la défenderesse;

Déclarer abusives et discriminatoires et par conséquent nulles et inopposables à l'intervenante les dispositions 4.1 et 4.2 de la résolution et des directives administratives P-1 1 adoptées le 8 juin 1992 par la défenderesse;

Réserver à l'intervenante tous ses recours;

Et quant à la requête
en injonction interlocutoire :

Rejeter la requête en injonction interlocutoire de la demanderesse;

Le tout avec dépens contre la demanderesse. »

Donc Soterm d'une part soutient la thèse de T.P.Q. à l'effet que les directives du 8 juin 1992 sont nulles et, d'autres part, endosse la thèse de S.P.I.P.B. à l'effet que la résolution du 20 décembre est valable.

[18] Pour justifier de son droit d'intervenir dans un litige déjà formé entre des parties, l'intervenant doit démontrer plus qu'un simple intérêt général à la contestation telle qu'engagée. Il lui faut établir l'existence d'un intérêt vraisemblable, fondé sur un lien de

droit, soit à l'endroit de l'une ou de l'autre des parties au litige, soit par rapport à l'objet même de celui-ci².

[19] La Cour d'appel, dans l'arrêt *Parent c. Garneau*³, précité, écrivait ceci :

« Considérant qu'il ne suffit pas d'avoir intérêt dans une contestation pour y prendre part, mais qu'il faut, en outre, qu'il existe un lien de droit personnel contre la partie adverse ou de droit réel sur l'objet en litige, en faveur de celui qui veut intenter une demande en justice et que ce droit ait été violé ou soit mis en danger de l'être dans la procédure engagée; (...) »⁴

Cet intérêt par ailleurs doit porter « (...) sur le litige principal, par opposition à un intérêt de nature différente et personnel à l'intervenant »⁵, ce qui semble à priori être le cas ici.

[20] La jurisprudence, pendant longtemps, a donc été relativement sévère dans l'appréciation des critères devant permettre l'intervention.

[21] Cependant, comme l'a fort justement signalé mon collègue le juge Louis LeBel dans l'arrêt *Société canadienne d'indemnisation pour les assurances de personnes c. Services de santé du Québec (SSQ, Mutuelle d'assurance-groupe)*⁶ la jurisprudence plus récente de notre Cour a assoupli cette rigueur et se montre plus aisément favorable à l'intervention conservatoire⁷.

[22] Le juge dans l'exercice de sa discrétion de recevoir l'intervention doit aussi tenir compte de l'utilité pratique pour la solution du litige de l'intervention éventuelle du tiers⁸.

² *Parent c. Garneau*, (1933) 54 B.R. 335; *Canadian National Railways c. Crelinsten*, (1937) 63 B.R. 537; *Massicotte c. Ming*, (1973) C.A. 91; *Boucher c. Pelletier*, (1984) C.A. 347, (1984) R.D.J. 214 (C.A.); *Paval-Sabrice Entreprise conjointe c. Iberville Lumber Inc.*, (1988) R.D.J. 600 (C.A.); *165153 Canada Inc. c. Électrique Transbec Ltée*, (1990) R.D.J. 76 (C.A.).

³ V. *supra*, note 2.

⁴ *Id.*, p. 337.

⁵ *Kowarsky c. Procureur général du Québec*, (1988) R.D.J. 147 (C.A.), p. 149.

⁶ C.A.Q. n° 200-09-000349-925, le 15 février 1993. **N.D.L.R.** Cette décision est rapportée à (1993) R.D.J. 394 (C.A.).

⁷ *Boucher c. Pelletier*, *supra*, note 2; *G.T.V. Limousine Inc. c. Service de limousine Murray Hill Ltée*, (1988) R.J.Q. 1615 (C.A.); *Petty c. Miller*, (1989) R.J.Q. 285 (C.A.).

⁸ *Caron c. R.*, (1988) R.J.Q. 2333 (C.A.).

[23] L'intérêt est le même que celui qui est requis par la loi (art. 55 C.P.) pour présenter une demande en justice puisque, rappelons-le, l'intervention agressive constitue elle-même une instance (art. 210 C.P.)⁹. Il doit être direct et actuel¹⁰.

[24] Soterm a, bien évidemment, un intérêt général à contester la légalité de l'ensemble du processus administratif qui a abouti à l'octroi *de facto* à T.P.Q. du permis exclusif, puisque encore une fois, malgré les irrégularités apparentes alléguées et malgré la résolution du 20 décembre, T.P.Q. continue en pratique à exercer son droit exclusif comme si elle détenait le permis. Si Soterm a des recours toutefois, l'intervention n'est peut-être pas, pour autant, le bon moyen procédural pour faire valoir ses droits.

[25] En effet, entre Soterm Inc. et T.P.Q., il n'existe aucun lien de droit direct et actuel, ni d'origine légale, ni d'origine contractuelle. Les deux sociétés sont des sociétés concurrentes et rivales, mais aucun litige véritable n'existe entre elles, tout au plus existe-t-il un contentieux d'affaires.

[26] Entre Soterm Inc. et S.P.I.P.B. la situation, à première vue peut sembler différente, puisque Soterm a manifesté à S.P.I.P.B. son désir de soumissionner et que S.P.I.P.B. (et c'est le moins qu'on en puisse dire) ne semble pas avoir été très coopérative ou très ouverte à cet égard. Mais, là encore, comme le souligne d'ailleurs fort justement le juge de première instance, je ne vois pas de lien litigieux direct entre les deux, du moins à ce stade-ci de l'évolution du dossier. Il en serait évidemment bien autrement si Soterm s'était vu accorder un permis et donc que le litige était de savoir lequel du permis accordé à Soterm ou de celui accordé à T.P.Q. est valable. Ici, tout ce

⁹ *Desmeules c. Le Prêt Hypothécaire*, (1983) R.D.J. 101 (C.A.).

¹⁰ Voir P. Ferland, «L'intervention (Art. 220 à 225(1) C.P.)», (1951) 11 *R.duB.* 101,102 et ss.; D. Ferland, B. Emery et J. Tremblay, *Précis de procédure civile du Québec (art. 1-481 C.p.c)*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1992, n° 162, p. 188.

dont Soterm peut se plaindre à l'endroit de S.P.I.P.B. est d'un manque de transparence et du non-respect éventuel des règles du droit administratif dans l'octroi du permis à T.P.Q. Ceci ne me semble pas, avec égards, représenter un intérêt suffisant au sens donné à ces termes par la jurisprudence, pour fonder un droit d'intervention. Supposons, en effet, que dans le litige entre T.P.Q. et S.P.I.P.B., le tribunal décide que les règles administratives n'ont pas été observées et donc que la résiliation du permis du 20 décembre est valide, ce résultat n'a pas pour autant l'effet de conférer à Soterm un droit au permis.

[27] Pour ces raisons donc, je serais d'avis de rejeter le pourvoi avec dépens.

M. le juge Beauregard et madame la juge Deschamps partagent l'opinion exprimée par monsieur le juge Baudouin.

M^e Marcel-J.G. Beaumier (Beaumier, Richard), pour l'appelante.

M^e Luc Huppé (Langlois, Robert), pour l'intimée Terminaux portuaires du Québec Inc.